

« CONGA NO VA, NI AHORA NI NUNCA »¹

*Dans un précédent article (« La bataille de l'eau au Pérou », SOLAL N° 82, Caen, 2012), nous avons essayé de décrire la problématique socio-environnementale occasionnée par l'action dévastatrice d'une multinationale minière et son projet d'extension nommé Conga, et de la lutte que mène le peuple de Cajamarca dans le Nord péruvien contre le puissant groupe économique Newmont-Buenaventura et son principal allié, l'Etat. Ce texte essaiera de présenter la même problématique d'un point de vue des stratégies populaires, en retraçant l'expérience des **Rondes paysannes**, expression communautaire où la démocratie prend un véritable sens. Bien que leur ténacité ait permis l'émergence d'un mouvement de résistance prometteur, les risques que leur lutte encoure ne sont pas à négliger.*



Graffiti sur un mur à Celendín – Merci à toi, Philippe Revelli, 2012 (<http://philipperevelli.com/>)

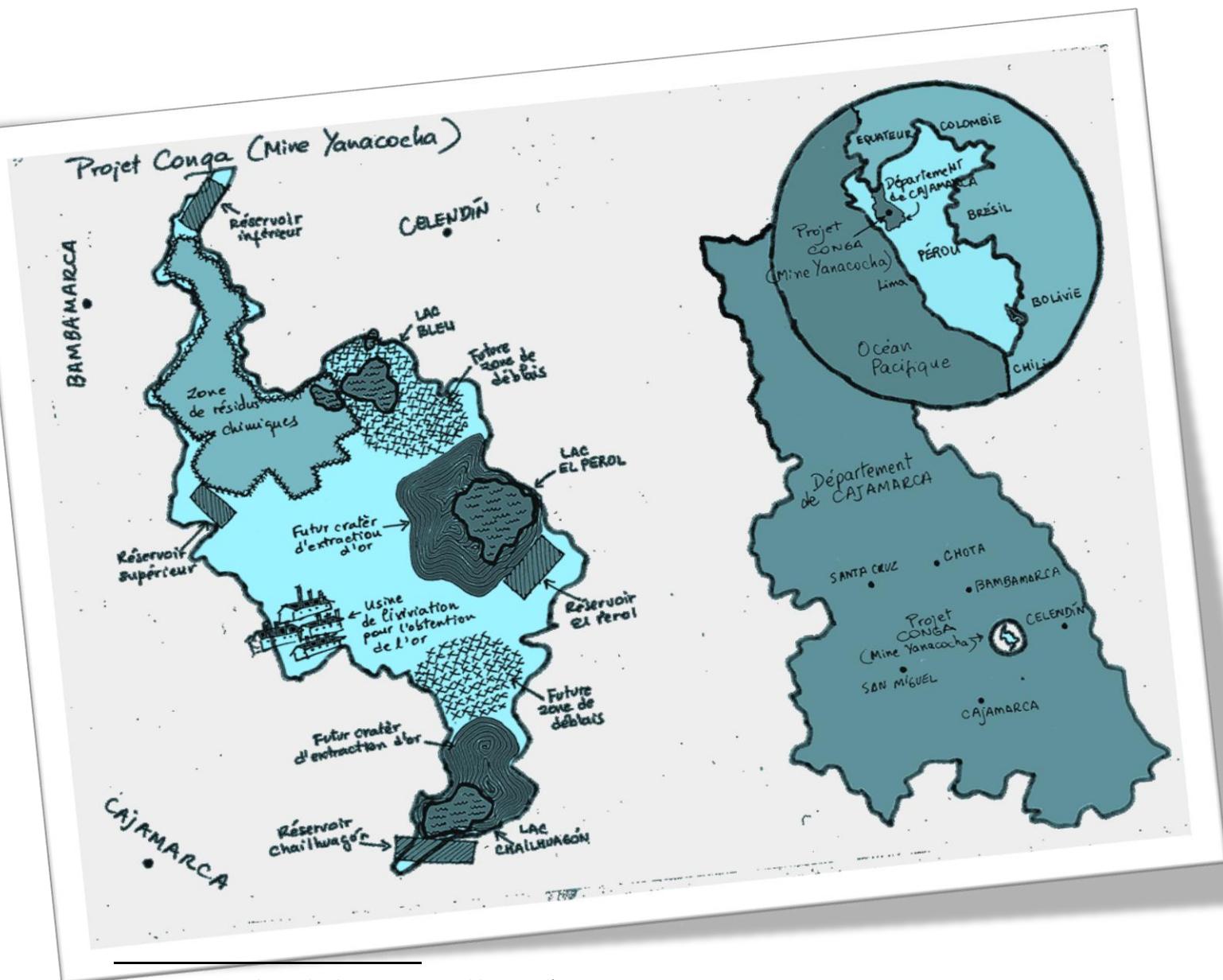
¹ « *Conga ne se fera pas, ni maintenant ni après* », slogan rassembleur de la lutte contre le projet minier à ciel ouvert nommé Conga, de la transnationale Yanacocha, projet qui prévoit d'assécher au moins quatre lacs des hautes et verdoyantes plaines, deux pour y extraire de l'or et deux autres pour en déverser les déblais.

Partout dans le monde les populations locales s'insurgent contre les mégaprojets inutiles et nuisibles, en s'affrontant aussi bien contre les transnationales qui les exécutent que contre les États qui les facilitent, quelle que soit la couleur des gouvernements en place.

Au Pérou, la lutte contre le nommé Projet Conga de la minière Yanacocha², est devenue

emblématique autant par sa répercussion dans la vie politique du pays que par l'ampleur et l'endurance du mouvement paysan qui la porte.

En effet, à Cajamarca, une région montagneuse au Nord du Pérou, se livre actuellement –et depuis presque trois ans de façon soutenue– une lutte contre cette puissante transnationale minière à ciel ouvert. Les



2 La mine Yanacocha est la plus vaste et rentable mine d'or en Amérique toute entière, et compte parmi ses actionnaires la transnationale états-unienne Newmont Mining Company (51%), le groupe économique péruvien Buenaventura (44%) et la Banque Mondiale (5%). Le premier lingot d'or a été obtenu en 1993, sous le parrainage du gouvernement néolibéral de Fujimori, aujourd'hui en prison pour méga-corrupcion et disparitions forcées.

communautés paysannes exigent purement et simplement qu'elle s'en aille et les laisse vivre sans or, sans argent et sans cuivre, mais avec des eaux propres pour que la terre continue à produire sainement.

Leur détermination et force organisatrice se sont pourtant construites petit à petit au

moment même où les paysan.ne.s furent obligé.e.s de vendre leurs terres en 1992, jusqu'à ce que la population urbaine locale les rejoigne vers les années 2000, lors de la défense du *Cerro Quillish*, une colline située dans une zone de naissantes aquifères que Yanacocha prétendit soumettre à déflagration.

Désormais, les paysan.ne.s ont donné corps à un mouvement de résistance s'affirmant de plus en plus anti-minier, adjectif censé être péjoratif au Pérou, puisque les recettes obtenues par la taxe minière constituent la source principale du budget de l'État et des gouvernements régionaux. Ce qui nous laisse comprendre pourquoi la classe politique participe à la gestion du désastre social et ne se déclare jamais comme étant anti-minière, et si des politiciens le font surtout en période pré-électorale, aussitôt arrivés au pouvoir ils trahissent, les uns après les autres, les espoirs des populations qui n'en finissent pas d'être déçues de la supercherie de la démocratie dite représentative.

La croissance économique des deux dernières décennies au Pérou, dont le pouvoir financier et les gouvernements successifs se vantent tant, ne saurait pourtant se mesurer seulement par la prolifération cloisonnée d'un aménagement moderniste voué à la consommation, elle-même, aliénée (hypermarchés, centres commerciaux, casinos, stades), mais aussi par la disparition des activités agricoles et artisanales dû au tarissement et à la pollution de l'eau et de la terre, avec le conséquent déplacement de milliers de familles paysannes vers les cordons de misère périurbains, sans plus de liens culturels rassembleurs.

Contre cette réalité modélisée par les maîtres du monde, les communautés paysannes, de Cajamarca et d'ailleurs, continuent de construire leur histoire et à nous montrer les possibilités de la nôtre, par leur volonté grandissante de prendre en mains propres leurs vies, à commencer par ce mouvement de résistance, qui a failli à certains moments se perdre dans les méandres de la manipulation politicienne –et qui encore aujourd'hui encoure ce risque- attisé par les enjeux électoraux en cours.

Dans ce contexte, le combat contre la méga-exploitation minière de Yanacocha et son monde, passe à l'heure actuelle par l'occupation permanente de la zone à défendre et, en même temps, par un regard critique sur la participation électorale comme source de conflit au sein du

mouvement, ainsi que sur le rôle de désinformation des mass-médias visant à embourber, diviser et isoler leur lutte, et enfin sur les stratégies d'alliances avec les autres acteurs sociaux. Cette dynamique devrait pouvoir aussi favoriser la permanente remise en cause des



pratiques communautaires par les paysan.ne.s eux-mêmes, concernant notamment la participation des femmes et l'application de la « justice paysanne », entre autres.

Quand la résistance s'organise, l'État vient en aide des transnationales

Le mouvement d'opposition à la mine Yanacocha et son projet d'expansion Conga, a provoqué entre 2011 et 2012 la chute de deux conseils des ministres, au prix de plusieurs dizaines de blessé.e.s, plus d'une centaine de détenu.e.s. et cinq paysans morts par tirs de balle lors d'une répression commanditée par le ministère de l'intérieur et les forces armées. Le

gouvernement de Ollanta Humala –qui a bien évidemment pris parti pour la transnationale au nom du développement– a dû décréter deux fois l'état de siège dans la zone³.

Pour démobiliser le mouvement, le gouvernement et la mine font usage d'effets d'annonce, très médiatisés par la suite, de suspension indéfinie des activités minières. Or, les dites suspensions ne sont que du bluff pour démobiliser d'abord et mieux reprendre le lendemain, car il n'y a eu à chaque fois rien d'autre qu'un ralentissement des activités minières pendant que l'État s'emploie à remanier la législation en faveur de la mine.

Devant l'évidence, les paysan.ne.s ont effectué depuis octobre 2011, des occupations de terres autour des lacs menacés par la mine, la construction d'abris pour les paysan.ne.s qui

occupent, des barrages de routes et sabotages d'engins de Yanacocha, des manifestations massives, etc., actions durement réprimées par une police nationale financée par la transnationale minière, d'après les conventions secrètes qui ont été récemment mises en lumière par des activistes d'associations civiles.

Lors du dernier état d'exception, en juillet 2012, au lendemain de l'opération militaire qui provoqua cinq morts, des milliers de paysan.ne.s descendirent dans les rues des villes provinciales de Bambamarca et Celendín, à 120 km au N-E de Cajamarca, défiant ainsi les militaires venus en grand nombre, lesquels durent se borner à observer le passage de ce fleuve humain. Les jours suivants, la scène se répétait à l'identique⁴.

Des slogans retentissaient sans relâche tout au long des manifs, et s'étaient jusqu'à très



Répression à Bambamarca le 04 juillet 2012 – Images Youtube

3 En moins de sept mois, le gouvernement d'Ollanta Humala a eu **trois fois** recours à l'état d'exception comme méthode de répression contre les mouvements paysans en conflit avec les transnationales minières. L'état d'exception au Pérou prévoit la militarisation de la zone, interdiction de toute manifestation, arrestations et perquisitions indiscriminées, etc. Pour la région Cajamarca (au Nord du pays), ce fut le 04 décembre 2011 pendant un mois et le 3 juillet 2012 pendant deux semaines, tous les deux destinés à mater la grève générale. Pour la province d'Espinar à Cusco (Sud du pays), ce fut le 29 mai 2012 pendant trois semaines, après avoir laissé quatre morts et des dizaines de blessé.e.s graves lors de la grève générale contre la mine transnationale Xstrata, aux capitaux principalement suisses.

tard le soir : « *Écoute Ollanta/ écoute Valdés/ votre état d'urgence/ n'a pas de validité* », « *Ollanta assassin/ tu tues nos enfants* », « *Nous ne sommes pas un/ nous ne sommes pas deux/ nous sommes tout le peuple/ uni dans une seule voix* », « *Nous voulons des patates/ nous voulons*

4 Les provinces de Hualgayoc-Bambamarca et de Celendín appartiennent au département de Cajamarca. Les peuples de ces deux provinces, hier rivaux par de problèmes de limites territoriales, sont aujourd'hui les principaux alliés dans la lutte contre la mine Yanacocha. D'ailleurs, les cinq paysans morts pendant la répression policière du 3 juillet 2012 étaient des habitants de ces deux provinces.

du maïs/ nous voulons voir Yanacocha/ hors de notre pays », « L'eau est un trésor/ qui vaut bien plus que l'or », « Conga ne se fera pas/ ni maintenant ni après ».

Les images photographiques et les rares vidéos qui circulèrent sur internet, montraient des paysans et paysannes défilant par centaines de groupes, chaque groupe derrière de petites banderoles colorées où l'on pouvait lire leur identité : « *Ronde paysanne de X* », « *Centrale Unique de Rondes paysannes de W* », ou parfois « *Ronde Féminine de B* ». La marée de manifestant.e.s paraissait ne vouloir jamais s'arrêter...

Un journal dominical de télévision informait dans un reportage que la résistance contre la mine Yanacocha était surtout portée par les habitant.e.s de villages et de nombreux hameaux parsemés dans les plaines et vallées, plus que par ce.les.ux de la grande ville de Cajamarca, capitale du département. À la fin du reportage, la journaliste assurait que les bastions rebelles les plus intransigeants se trouvaient à Bambamarca et Celendín, lieux où la vie sociale est organisée à partir des « *Rondas campesinas* », les *Rondes paysannes*.

Quelques mois plus tard, le 8 octobre 2012, la presse relevait que les paysan.ne.s de Bambamarca et Celendín avaient improvisé des tentes avec des bâches plastiques et les avaient installées près des quatre lacs visés par Yanacocha. Leur but : veiller jour et nuit à ce que la mine ne ramène pas des engins pour continuer ses travaux.

Malgré les opérations militaires d'expulsion, ces paysan.ne.s n'ont jamais renoncé à l'occupation des zones à défendre en se constituant des « *Guardianes de las Lagunas* », les *Gardien.ne.s des lacs*, alors que dans la grande ville de Cajamarca retentissaient des marches et meetings, désertés au fur et à mesure que leurs leaders s'engageaient ostensiblement dans la course électorale municipale et régionale prévue pour 2014.

Dernièrement, entre fin mai et début juin 2013, les paysan.ne.s ont ouvert une nouvelle

période de lutte avec les **Déclarations** de El Tambo (Bambamarca) et Sorochuco (Celendín) : les actions de résistance seront menées prioritairement sur le « lieu des faits », c'est-à-dire aux abords du lac El Perol, la zone à défendre ; les embrouilles entre les dirigeants seront évitées ainsi que leur participation électorale lorsque la lutte est en jeu, à défaut de quoi les Rondes les soumettront aux mécanismes de justice paysanne ; les habitant.e.s des districts affectés par le projet Conga se considéreront comme des alliés stratégiques, ce qui exige de mettre au second plan leurs problèmes limitrophes ; les journalistes identifiés comme étant en franche collusion avec la mine ou le gouvernement seront soumis à la justice paysanne ; les membres de la communauté qui se sont maintenus jusqu'à là en marge de la lutte, seront priés de rejoindre le mouvement.

Les Rondes paysannes, une expérience d'organisation autonome

La région de Cajamarca a connu un intense processus de métissage depuis la Conquête et peut-être même depuis les temps précoloniaux. Ses habitant.e.s parlent l'Espagnol – langue que l'on emploie dans l'administration, les écoles et les échanges commerciaux, c'est-à-dire dans les villes –, bien que le parler de la majorité des paysan.ne.s évoque l'influence de la langue Quechua. Il est à noter que ce sont surtout les femmes qui s'expriment dans un Espagnol où la structure grammaticale et phonétique nous rappelle la langue des Incas.

Les paysan.ne.s de Cajamarca ne sont pas héritiers des traditions préhispaniques fantasmées par des chercheurs d'exotisme ou par des nostalgiques d'une haute civilisation mise en perdition par la Conquête espagnole. Ses habitant.e.s ne sont pas des descendants des *Ayllus*⁵ comme le sont les peuples indigènes du Sud péruvien, mais des gens regroupés en communautés qui résolvent leurs problèmes en

⁵ *Ayllu* : unité d'organisation sociale de l'époque précolombienne, équivalent de « famille » pour l'Occident.

organisant la vie paysanne à travers des « Rondas Campesinas ».

Les *Rondes paysannes*, naquirent en 1976, dans le district de Cuyumalca, province de Chota, département de Cajamarca. Ce fut une réponse communale d'autodéfense contre le vol de bétail, nommé autrefois l'**abigéat**, lequel avait atteint des proportions endémiques. A l'époque, l'abigéat était une activité très organisée, impliquant des commerçants, des gangs mafieux et des agents locaux (dont la police et l'administration de justice). La *Ronde* surgit alors comme un comité de surveillance nocturne formé par des hommes organisés en « patrouilles » qui, à tour de rôle, montaient la garde.

Presque dès leur naissance, les *Rondes paysannes* prirent une place centrale dans la vie des communautés du Nord du pays, se chargeant ainsi de la régulation des **conflits internes** (conflits domestiques tels que la violence contre les femmes, l'adultère, les pensions alimentaires; conflits entre voisins ou la famille tels que les héritages, limites territoriales des unités agricoles, etc.) et des **dangers extérieurs** (comme le Sentier Lumineux, l'armée, les proxénètes, les narcotrafiants, etc.).

Jusqu'à aujourd'hui, la notion de **justicia rondera**, la *justice paysanne des Rondes*, y est bien présente, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la *Ronde* s'est légitimée au sein de la communauté. Le passage de la ronde nocturne à la résolution de conflits était « *le résultat du succès des Rondes contre le vol de bétail. La quasi disparition du vol permit aux paysans de s'orienter vers la résolution des conflits ; cela conféra aux Rondes une aura de prestige et d'efficacité les transformant en lieu privilégié pour résoudre des problèmes. Vers la fin de la décennie, les Rondes avaient pris à leur charge une énorme quantité des*



Réunion à Pizon (Celendín) – Philippe Revelli, 2012.

cas [...] Les paysans exprimaient beaucoup plus de confiance en la justice des Rondes que dans la justice officielle » (Orin Starn, 1991).

La mise en œuvre de cette justice passe par l'application des peines proportionnelles au délit commis, après une longue délibération dans le « lieu des faits », où toute la communauté participe autant en faveur ou contre l'accusé, qui a le droit de se défendre et surtout intérêt à regretter publiquement le fait duquel on l'accuse. Il est aussi possible que l'inculpé soit autant banni qu'intégré à la communauté après l'exécution de la peine. Elle peut aller de l'obligation de

participer à des travaux communaux jusqu'aux coups de fouet par la famille ou la personne qui a subi le dommage. Pas de prison, pas de peine de mort, pas de torture : les décisions des *Rondes* sont le reflet de l'assemblée générale, et celle-ci est porteuse du sens collectif de justice, avec une « *conscience prédominante des limites, et l'absence du*

*sadisme gratuit, si commun parmi nombre de policiers et militaires latino-américains » (Orin Starn, *ibid*).*

Nonobstant, les *Rondes* sont principalement masculines, et bien que des *Rondes Féminines* existent dès le début, elles occupent un rôle traditionnel : porter le soutien alimentaire et logistique aux hommes. Les décisions se prennent en assemblée générale de la communauté, assemblée où la disposition spatiale en grand cercle symbolise que le pouvoir décisionnel est à tous : les dirigeants doivent donc s'y soumettre. Des hommes et des femmes y participent, en théorie, avec le même droit. La prise de parole reste pourtant majoritairement masculine, laissant la parole des femmes plutôt en retrait.

Or, pendant la lutte, autant pour le ravitaillement des manifestants que dans les affrontements directs, les femmes sont souvent au

premier rang. Il est aussi connu que, lorsqu'un homme est capturé par la police lors des affrontements, ce sont les femmes qui viennent à la rescousse et arrachent le manifestant des mains des flics.

Les *Rondes* ont connu leur âge d'or dans la décennie 1980, mais elles ont atteint aussi certains limites: le pouvoir de la *Ronde paysanne* a heurté celui de l'Etat, qui lui a fait barrage en statuant sur ses compétences depuis 1986 et en leur imposant une loi en 2003. Il y eut un déclin des *Rondes* dans la décennie 1990, mais à partir de la décennie suivante elles se sont reconstituées pour résister à l'expansion minière, surtout celle de Yanacocha.

Bien que l'émergence des *Rondes paysannes* ne fût pas le résultat de la vocation autonomiste des populations face à l'Etat, mais de l'absence de celui-ci dans les années d'après la Réforme agraire, cette expérience a servi dans

l'apprentissage des pratiques d'autogestion communautaire, lesquelles sont en permanente évolution. Dans les années 2000 l'Etat est pourtant bien présent surtout en ce qui concerne l'appareil répressif et le contrôle social. Dans ce contexte, les mégaprojets d'exploitation minière sont *l'abigéat moderne* contre lesquels les *Rondes paysannes* s'activent.

DC

Nouvelles du front

« *Camarade, la journée du 17 juin a été réussie !* »

Edy Benavides, l'un des dirigeants du mouvement paysan opposé au projet Conga, nous a donné les dernières dépêches de la journée du 17 juin 2013, date que marque une nouvelle étape dans la lutte contre la mine Yanacocha. Leur but est l'occupation permanente des abords du lac El Perol, située à une hauteur de 4 mille mètres, lac dont les eaux risquent d'être transvasés vers un réservoir que la mine a déjà commencé à construire à seulement 500 mètres de celui-ci.

Plus de 3500 paysan.ne.s provenant de Bambamarca et Celendín, ont marché jusqu'à cette zone à défendre et y ont installé un nouveau camp, lequel s'ajoute au premier dressé le 8 octobre 2012. Un troisième camp a été établi aux abords du Lac Totorachica (compris aussi sous la zone d'influence du projet Conga) dont les eaux alimentent la rivière Llaucano.

Les *Gardien.ne.s des lacs* du mouvement paysan ont l'intention de maintenir cette occupation jusqu'à ce que le gouvernement déclare la suspension définitive du projet meurtrier. Les représentantes de la mine Yanacocha avaient averti que la construction du réservoir de El Perol est le point de non retour pour la continuité du projet Conga, et c'est une vérité perçue aussi par les opposant.e.s. D'où les efforts gigantesques que les paysan.ne.s déploient pour l'en empêcher.

Par cette réussite dans l'occupation de la zone à défendre, « *nous avons mis en échec le gouvernement et la mine : toutes les activités du projet Conga sont actuellement arrêtées* », nous dit très ému notre camarade Edy Benavides. Il nous faut, à notre tour, appeler à toute action de solidarité dans un esprit d'internationalisme anticapitaliste, pour que les paysan.ne.s remportent la victoire par *échec et mat*.

APPEL À RASSEMBLEMENT DEVANT L'AMBASSADE PÉRUVIENNE

Pour le premier anniversaire de la mort des cinq victimes de la répression à Bambamarca et Celendín le 03 et 04 juillet 2012, et en solidarité avec les paysan.ne.s de Cajamarca qui occupent actuellement les abords des lacs.

MERCREDI 03 JUILLET 2013 - 18H

RDV : A la hauteur du N° 37 Avenue Kléber – Paris 19°
(Métro Kléber ou Boissière)

